



PREFECTURE DU RHONE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Lyon, le - 8 OCT. 2007

Sous-Direction de l'Environnement

3^{ème} Bureau
Environnement industriel

Affaire suivie par Véronique CHAPPUIS
☎ : 04 72 61 64 54
✉ : veronique.chappuis@rhone.pref.gouv.fr

ARRETE

imposant des prescriptions complémentaires à la SOCIÉTÉ SMAD ZI de la Pontchonnière à SAVIGNY

*Le Préfet de la zone de défense Sud-Est
Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le code de l'environnement, notamment l'article L 512-3 ;
- VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;
- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 94.861 du 28 août 1994 portant approbation du plan régional de valorisation et d'élimination des déchets industriels spéciaux en Rhône-Alpes ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 96.652 du 20 décembre 1996 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2003-2318 du 3 décembre 2003 portant approbation de la révision du plan de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Rhône ;
- VU l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2005 régissant le fonctionnement des activités exercées par la SOCIÉTÉ SMAD dans son établissement situé ZI de la Pontchonnière à SAVIGNY ;

.../...

VU les déclarations en date des 7 avril 2006 et 16 juillet 2007 de la SOCIÉTÉ SMAD relatives à la mise à jour de ses activités ;

VU le rapport en date du 27 juillet 2007 de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé dans sa séance du 6 septembre 2007 ;

CONSIDERANT que la société SMAD a déclaré la suppression et l'élimination conformément à la réglementation en vigueur de son transformateur au PCB. ;

CONSIDERANT par ailleurs que les volumes de certaines activités exercées sur le site de la société SMAD ont légèrement augmenté ou diminué ;

CONSIDERANT que la station d'épuration de l'Arbresle ne peut plus recevoir les eaux de process dites « claires » de la société SMAD ;

CONSIDERANT qu'il ressort d'une étude d'évaluation de l'impact du rejet de ces eaux dans la Brévenne, que les milieux récepteurs ne seraient pas affectés ;

CONSIDERANT que le service de la police de l'eau a donné son accord pour un raccordement à la Brévenne ;

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'il y a lieu :

- d'accuser réception des déclarations de modification de l'exploitant ;
- de mettre à jour le tableau des activités ;
- de modifier les prescriptions applicables à l'établissement dans le domaine des rejets aqueux ;
- de supprimer les prescriptions caduques ;

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}

Il est accusé réception des déclarations en date des 7 avril 2006 et 16 juillet 2007 de la société SMAD relatives à la modification de ses installations situées zone industrielle La Pontchonnière à SAVIGNY.

ARTICLE 2

1 - Le tableau de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2005 est remplacé par le tableau suivant:

Annexe 1

Tableau d'activités

Désignation des installations	Paramètre justifiant le classement	Rubriques de la nomenclature	classement
Emploi et stockage de diisocyanate de diphénylméthane (MDI)	Quantité totale présente 54,6 t	1158-2	A
Fabrication de polymères	Capacité de production 3,4 t/j	2660-1	A
Installation de compression et de réfrigération	Production d'air comprimé : 2860 kW Génération de froid : 1046 kW	2920-2a	A
entrepôt de matières combustibles	1000 t dans 43 000 m ³	1510.2	D
Broyage, criblage, ensachage de sels minéraux	Puissance installée des machines : 48,1 kW	2515.2	D
Travail mécanique des métaux	Puissance installée des machines : 76,2 kW	2560.2	D
Transformation de polymères exigeant des conditions particulières de températures et pression (soudage)	Quantité de matières susceptibles d'être traitées: 2 t/j	2661-1.b	D
Transformation de polymères par tout procédé mécanique (découpe)	Quantité de matières susceptibles d'être traitées: 6,64 t/j	2661-2.b	D

Stockage de produits dont 50 % de la masse totale unitaire est composée de polymères.	volume stocké: 3180 m ³	2663-2 b	D
Installation de combustion	Puissance thermique maximale: 9,383 MW	2910-A.2	D
Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air lorsque l'installation n'est pas de type "circuit primaire fermé"	Puissance thermique évacuée maximale: 550kW Arrêt prévu au 31/12/2007	2921-1	D
Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air lorsque l'installation est de type "circuit primaire fermé"	Puissance thermique évacuée maximale: 3,6 MW	2921-2	D
Atelier de charge d'accumulateurs	Puissance maximale: Batteries : 40 kW Onduleur : 240 kW	2925	D

2 – Il est rajouté le point 4.4.5 suivant au point 4.4.4 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2005:

4.4.5 – eaux claires

Les eaux de process dites "claires" sont évacuées dans le réseau d'eaux pluviales traversant la zone industrielle et aboutissant dans la Brévenne.

3 – Le point 4.5. de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2005 est remplacé par le point 4.5 suivant:

4.5 - Qualité des effluents

4.5.1.- Les effluents devront être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

.../...

Ils ne devront pas provoquer de coloration notable du milieu récepteur.

De plus, ils ne devront pas comporter des substances nocives dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson en aval du point de rejet.

4.5.2 - Les valeurs limites des rejets aqueux : débit, concentration et flux, sont fixées dans l'annexe 5 du présent arrêté, qui précise en outre les modalités des contrôles (périodicité, transmission des mesures à l'inspection des installations classées)

4. – Il est rajouté à l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2005 l'annexe 5 suivante:

ANNEXE 5 EAU

1. POINTS ET CONDITIONS DE PRÉLÈVEMENT

L'alimentation en eau de l'établissement est réalisé exclusivement à partir du réseau d'eau public.

Un dispositif de mesure totalisateur est mis en place, et est relevé journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

2. VALEURS LIMITES ET SURVEILLANCE DES REJETS

Rejet	Milieu récepteur	Débit m ³ /h	paramètres	Concentrations en mg/l sur échantillon moyen 24 h	Flux en kg/j	Périodicité des mesures
Eaux résiduaires Industrielles	STEP de l'Arbresle	10	DCO	300	72	1/mois
			DBO ₅	100	24	1/mois
			MEST	30	7,2	1/mois
			N global	30	7,2	1/mois
			Pt	10	2,4	1/mois
Eaux dites claires	La Brévenne	25	D.C.O.	80	75	1/mois
			DBO ₅	30	18	1/mois
			MEST	30	21	1/mois
			N global	10	6	1/mois
			Pt	1	0,6	1/mois
			Diméthylacétamide	0,5		
			polyvinylpyrrolidone	10		

260 m³/j
~1

~600 m³/j

.../...

- la mesure du débit s'effectue en continu,
- si le flux journalier autorisé dépasse les valeurs fixées à l'article 60 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, le prélèvement est effectué proportionnellement au débit.

De plus :

- la température des rejets est inférieure à 30 °C et leur pH est compris entre 7 et 9 (9,5 s'il y a neutralisation alcaline)
- la modification de couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.
- dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle.
- dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat ne peut dépasser le double de la valeur limite prescrite.

3. CONTRÔLES DES REJETS

3.1. - Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme choisi en accord avec l'inspection des établissements classés. Ce contrôle portera sur l'ensemble des rejets et paramètres.

3.2. - Les résultats des contrôles sont transmis à l'inspecteur des installations classées :

- dès réception du rapport pour les contrôles visés au point 3.1.
- pour les mesures prévues dans le tableau ci-dessus, selon une périodicité mensuelle et une forme définie en accord avec l'inspection des installations classées.

3.3. - La transmission des résultats des contrôles visés aux deux alinéas précédents est accompagnée de commentaires :

- sur les dépassements constatés et leurs causes
- sur les actions correctrices prises ou envisagées
- sur les conditions de fonctionnement de l'installation (niveau de production, taux de charge,...).

5 - Les prescriptions du point 4 de l'article trois de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2005 relative à l'utilisation d'appareils contenant du PCB sont supprimées.

ARTICLE 3

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de SAVIGNY et à la préfecture du Rhône (Direction de la citoyenneté et de l'environnement - Bureau de l'environnement industriel) et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

3. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.
4. Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 4

Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif ; le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter de sa notification et de quatre ans pour les tiers à compter de sa publication ou de son affichage.

ARTICLE 5

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAVIGNY, chargé de l'affichage prescrit à l'article 3 précité,
- au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ,
- au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ,
- à l'exploitant.

- 8 OCT. 2007

Lyon, le

Le Préfet,

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,

Christophe BAY

Pour copie conforme
Le Secrétaire Général,
Véronique CHAPIER

